



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

24-09-2014

Non, l'hôpital public ne doit pas être géré comme une entreprise capitaliste

11.000 salariés travaillent à l'hôpital central de Nantes. Lundi 22 septembre le personnel de ce CHU (Centre Hospitalier Universitaire) a manifesté contre la multiplication des astreintes que la direction veut leur imposer pour palier le manque d'effectif.

Olivier Terrien, secrétaire CGT du CHU interviewé par Communistes Hebdo nous a décrit la dégradation des conditions de travail et ses conséquences pour le personnel et les patients.

« Les cadences infernales de travail imposées aux hospitaliers, au nom de la soi-disant rentabilité, affectent gravement la santé au travail des agents et dégradent la qualité de la prise en charge des patients.

Au CHU de NANTES, depuis la mise en œuvre du plan de retour à l'équilibre (2008), les arrêts maladies ont explosé. Entre 2008 et 2013, c'est 63000 jours supplémentaires d'arrêts de travail pour arriver au record jamais égalé au CHU de **127639 jours**.

Les maladies professionnelles ont doublé entre 2012 et 2013, elles sont de plus en plus graves et invalidantes et amènent les agents vers une inaptitude définitive à leurs fonctions. Faute de reclassement et n'ayant surtout pas la volonté de déployer les moyens pour y arriver, la Direction, responsable de ces pathologies qui sont la conséquence des très mauvaises conditions de travail, n'hésite pas à mettre au rebus ces agents en leur imposant un départ en retraite par invalidité. Les états anxio-dépressifs sont de plus en plus nombreux.

Marche ou crève, c'est la devise de nos responsables politiques, relayées par nos tutelles dont le seul objectif est casser le service public et d'engraisser ainsi le capital.

La spirale infernale continue. Au 1^{er} trimestre 2014, il y a eu 7% d'arrêts de travail en plus.

Pour faire face aux arrêts, la Direction invente des mesures plus délétères les unes des autres qui vont encore dégrader un peu plus les conditions de travail. Dernière trouvaille : 2 weekends supplémentaires de travail par an, imposées aux aides-soignants (es) et IDE (infirmières diplômées d'Etat) sous forme d'astreintes. Alors que certains travaillent déjà 3 weekends par mois, les weekends d'astreintes les amèneraient à faire 4 weekends de travail dans le mois.

Plus de vie privée, plus de vie de famille. Pire encore, aucun repos compensateur à la suite de cette astreinte.

Toute cette bourgeoisie politicienne, responsable de cette mise en scène chaotique, va participer activement à casser des familles entières d'hospitaliers en les privant volontairement de vie privée tout cela au nom de la rentabilité.

Au nom de cette rentabilité **tout est bon pour faire des économies.** Des consignes sont données pour faire des économies sur les médicaments, sur les prescriptions de bilan, d'imagerie...

Des rythmes de travail dignes d'un autre temps sont imposés aux personnels qui ont des conséquences graves sur les patients et qui interdisent tous soins de qualité. Des agents nous témoignent, que l'encadrement leur demande de faire des choix dans les soins, comme par exemple faire la toilette seulement un jour sur deux aux patients. Un travail déshumanisé interdit d'accompagner les familles qui vont perdre ou ont perdu un proche hospitalisé ».

Olivier Terrien conclut : **"Non l'hôpital public ne doit pas être géré comme une entreprise, le patient ne doit pas être une marchandise qui rapporte du « fric » chaque citoyen a droit à la dignité et doit pouvoir accéder aux soins sans conditions de ressources. Si l'hôpital public disparaît, c'est l'égalité des chances pour l'accès aux soins qui disparaît".**

o o o

Mardi 23 septembre des centaines d'hospitaliers se sont rassemblés sous les fenêtres du Ministère de la Santé. Ils ont dénoncé les pressions budgétaires qui dégradent la prise en charges patients et réduisent le personnel.